



La Commune



Un fusible déjà grillé

Publié le janvier 2005



Palestine : après l'élection présidentielle

Sans suspense, Mahmoud Abbas, qui se présentait à la succession d'Arafat, a été élu, dimanche 9 janvier, à la présidentielle palestinienne. Environ 1,2 million de Palestiniens ont été finalement enregistrés, sur un total de 1,8 million d'électeurs potentiels, ce qui constitue déjà un problème du point de vue de la démocratie. Dès le lendemain du scrutin, Abbas a été félicité de toutes parts et en particulier par Sharon et Bush. Ce dernier a même invité, suprême honneur, le nouveau Président à la Maison Blanche. Premiers enseignements.

Média et dirigeants du monde entier nous ont présenté ces élections comme un modèle, les Palestiniens goûtant enfin selon eux aux joies de la démocratie. Que tous les Palestiniens n'aient pas pu être inscrits dans une région quadrillée militairement par l'armée israélienne, que les 8 000 prisonniers aient été interdits de vote par la Cour suprême israélienne, que le candidat Mustafa Barghouti ait été empêché de rejoindre la Cisjordanie, que, élections ou pas, l'armée de Sharon tire à Gaza et tue six membres d'une même famille et terrorise la population, voilà qui n'a pas ému les " observateurs internationaux " comme Rocard et Carter.

Mission impossible

Dans la foulée, l'opération d'intoxication sur la " fenêtre de paix " ouverte par ces élections fait fureur dans les médias. Ces élections ont été un modèle de perfection, et on va enfin avoir un interlocuteur propre sur lui, présentable et respectueux de l'État d'Israël et de Bush. On va être gentil avec lui, à condition bien sûr qu'il fasse le travail de nettoyage et fasse immédiatement cesser toute violence dans les territoires occupés, la violence et la terreur étant l'exclusivité de l'armée de Sharon, non mais ... Ce ne sera pas chose facile pour Abbas, qu'il le veuille ou pas. Outre le Jihad islamique, le Hamas, plusieurs factions du Fatah ainsi que d'autres organisations opposées aux accords d'Oslo, il y a tout simplement l'aspiration unanime d'un peuple qui refuse l'abandon de sa terre. Abbas est toléré en raison de ses références au combat de l'OLP et aux revendications liées au retrait des troupes israéliennes des territoires occupés depuis 1967 et du droit au retour chez eux des réfugiés de la diaspora palestinienne. Mais son orientation conciliatrice envers Israël et les États-Unis ne passe pour un stratagème qu'aux yeux de ceux qui veulent bien être indulgents et se priver de voir : Mahmoud Abbas n'est pas porteur, à la différence du Hamas, de la revendication de la réintégration de la Palestine historique, et il se place dans la logique d'Oslo, avec la création d'un État palestinien séparé dont on a vu qu'il n'a même pas la consistance d'un bantoustan d'Afrique du Sud au temps de l'Apartheid. Certes, Mahmoud Abbas peut se tailler un succès en exigeant à juste titre la destruction du Mur édifié par Israël et le retrait des troupes sionistes, mais il n'est pas en situation de parvenir à ce but affiché, du fait même de son orientation. De surcroît, le peuple palestinien supporte de plus en plus mal la vieille garde corrompue mêlée à des affairistes qui sévit dans les instances décisionnaires de l'OLP. Arafat était un symbole et, par là même, la clef-de-voute qui maintenait les forces palestiniennes groupées avec plus ou moins de bonne volonté. Aujourd'hui, les héritiers peuvent bénéficier de la référence au chef défunt, mais beaucoup de Palestiniens ne peuvent oublier où la signature des accords d'Oslo les ont conduits. Pour toutes ces raisons, une grande instabilité est à prévoir et Mahmoud Abbas n'est pas au bout de ses peines.

Partenariat de dupes

Précisément, si Israël et Bush ont agréé Abbas, c'est parce qu'il apparaît comme celui qui est censé tourner la page de l'époque Arafat et donc mieux consolider un partenariat de dupes dont le peuple palestinien est la seule victime. Que Sharon, avec à nouveau la collaboration du parti travailliste, membre de la IIe internationale comme Jospin, Blair et Gbagbo, se prépare à évacuer Gaza pour mieux expulser les palestiniens de Cisjordanie, et de nouvelles Intifadas vont se développer avec la rage de ceux qui auront presque tout perdu et devront vivre dans la misère à 1,8 million sur une surface grande comme un département. À eux, on ne peut pas faire l'article sur les accords d'Oslo. À eux, on ne peut faire croire que le dialogue avec l'occupant est possible et qu'une prétendue paix juste est réalisable. Ce peuple exsangue, épuisé, humilié, mais toujours debout et décidé à ne pas vivre à genoux, les objurgations hypocrites de la " communauté internationale " ne seront pas suffisantes, loin de là, pour le faire plier.